



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
22 avril 2014
Français
Original : anglais

Session annuelle 2014

23-27 juin 2014, Genève

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme pour le Koweït
(2015-2018)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. But du programme.	1–13	2
II. Priorités du Programme et partenariats	14–33	4
III. Programme et gestion des risques	34–37	9
IV. Suivi et évaluation.	38–40	10
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour le Koweït (2015-2018)		11



I. But du Programme

1. Le programme du Koweït pour la période 2015-2018 se fonde sur l'expérience du PNUD en sa qualité de gestionnaire des connaissances et des partenariats dans le but de favoriser la réalisation d'objectifs de développement pluridimensionnels, inclusifs, durables et positifs. Le Bureau du PNUD au Koweït fournira le savoir-faire technique et des services consultatifs, établira des contacts et prendra des mesures de sensibilisation pour aider le Koweït et d'autres partenaires à atteindre les objectifs de développement dans les domaines de la transformation économique, sociale et environnementale, du développement humain, de l'excellence institutionnelle et des partenariats stratégiques.

2. Le Koweït est classé dans la catégorie des pays à revenu élevé (Banque mondiale, 2012). Ses citoyens bénéficient d'un régime social complet et du soutien de l'État. En 2012, le secteur pétrolier a contribué à hauteur de 32,2 milliards de dinars koweïtiens au produit intérieur brut, soit approximativement l'équivalent de 63 % du PIB. Les dépenses de salaires et rémunérations représentent une part importante du produit intérieur brut du Koweït, la majorité de la main-d'œuvre étant employée par le Gouvernement.

3. Le présent descriptif de programme de pays correspond aux objectifs de développement national décrits dans le document de l'Émir du Koweït intitulé « Vision pour 2035 » ainsi qu'au Plan de développement du pays. Il donne la priorité aux domaines d'appui directement inspirés par les objectifs et les principes d'engagement du plan stratégique du PNUD pour 2014-2017.

4. Le Koweït étant un contributeur net, le système des Nations Unies dans le pays n'est donc pas tenu d'élaborer un plan-cadre pour l'aide au développement. Afin de garantir une analyse du contexte national et des consultations approfondies avec les parties prenantes du pays, le descriptif de programme a été élaboré après plusieurs cycles de consultations avec le Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement, l'homologue principal du PNUD au Koweït. Ces consultations ont été menées sous la direction du bureau du PNUD dans le pays et du Comité directeur du Secrétariat général.

5. Suite au processus très complet et inclusif de consultation, d'analyse et de discussion au niveau national, les experts ont confirmé que les préoccupations principales concernant le développement du pays sont notamment les suivantes : a) la croissance économique est trop dépendante des revenus du pétrole et de l'emploi dans le secteur public; b) la transparence, la responsabilité et la fourniture de services sont trop limitées dans et par les institutions de gouvernance; c) la rapidité de la croissance démographique a un impact sur le logement et l'environnement.

6. En réponse à ces préoccupations, le bureau du PNUD au Koweït propose une stratégie et un programme quadriennal axé sur le développement des institutions afin de relever les défis identifiés dans le cadre du processus national de consultation. Ainsi, une main-d'œuvre nationale ayant de grandes compétences garantirait la réussite de « Vision pour 2035 ». Le PNUD, et son bureau dans le pays, sont convaincus que, pour obtenir de bons résultats, le développement du Koweït doit reposer sur des institutions fortes, résilientes, efficaces, transparentes, responsables et capables de s'adapter; elles doivent a) être dotées d'un personnel national extrêmement qualifié et b) s'appuyer sur une politique environnementale et

un cadre réglementaire leur permettant de promouvoir effectivement la diversification de l'économie, la transparence de la gouvernance et le développement équitable et complet des groupes vulnérables. De plus, le PNUD s'est engagé à soutenir la position nouvelle du Koweït dans la coopération Sud-Sud et triangulaire et son rôle de chef de file fiable à l'échelon mondial dans la coopération multilatérale, la réponse en matière d'assistance et la coordination.

7. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour se mettre en adéquation avec les résultats précisés le plan stratégique du PNUD, le bureau du PNUD au Koweït renforcera son partenariat national avec les personnes et les organisations consultées au cours de l'analyse et des consultations nationales ayant contribué à la préparation du présent descriptif de programme. Il intensifiera aussi la collaboration entre les organisations membres de l'Équipe de pays des Nations Unies représentées sur place pour aider à atteindre les buts et objectifs pertinents de l'ONU.

8. Étant donné le rôle de chef de file toujours plus important du Koweït dans la coopération au service du développement, le PNUD s'efforcera d'améliorer la visibilité du pays aux niveaux régional et mondial par le biais d'un accord-cadre de partenariat afin d'intensifier la coopération Sud-Sud et triangulaire, d'étendre la participation du pays aux forums internationaux et politiques et de renforcer ses capacités en matière de gestion de la coordination pour le développement. Ceci renforcera le partenariat avec le PNUD et maintiendra la position du Koweït aux niveaux régional et mondial.

9. Comme l'indique l'évaluation finale du programme de pays du PNUD pour le Koweït 2009-2013, le bureau de pays a notablement contribué à l'amélioration de la gouvernance, au développement social et à l'autonomisation des femmes et des jeunes. Le PNUD s'appuiera sur les enseignements tirés de cette évaluation pour renforcer ces domaines dans le nouveau programme de pays.

10. Les contributions du PNUD au développement du Koweït dans son ensemble sont catalytiques et propices à des transformations grâce à l'appui compétent et intégré apporté aux trois entités nationales principales : le Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement, le Bureau central des statistiques et l'Assemblée nationale. Plus généralement, le PNUD soutient les interventions nationales dans des domaines stratégiques essentiels tels que la planification, le parlement, la jeunesse, les finances, le commerce, l'éducation, les affaires sociales, la Chambre de l'industrie, l'Office de la lutte contre la corruption et l'environnement. Les résultats en matière de développement émanant des contributions du PNUD au développement national ont un caractère à la fois politique et réglementaire pour soutenir un environnement favorable ainsi que l'efficacité et l'efficience du fonctionnement des institutions.

11. Dans le programme de pays antérieur, les résultats concernaient notamment un appui au cadre national d'engagement et d'autonomisation de la jeunesse, un processus d'automatisation du Ministère de l'éducation et la mise en œuvre de l'apprentissage en ligne, la mise en place de mécanismes d'évaluation des projets et le développement d'une fonction de centralisation des informations au Ministère des finances, l'élaboration de nouveaux règlements nationaux et l'établissement de systèmes de gestion de la qualité de l'air, et enfin l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion de la circulation. De plus, le succès du Programme des administrateurs auxiliaires est un exemple du soutien du Koweït à la promotion du

système multilatéral de développement et de l'intérêt qu'il y porte et de sa volonté de promouvoir et étendre les possibilités offertes aux jeunes.

12. Le Koweït a fait des progrès importants au cours de la dernière décennie dans les domaines de l'égalité des sexes et de la croissance économique. Pourtant, l'absence de moyens de collecte de données, d'outils de gestion et d'analyse a limité la capacité des institutions publiques et du bureau de pays à faire connaître et promouvoir leurs réalisations et à utiliser une méthode de planification fondée sur des preuves. Le présent descriptif de programme souligne la nécessité de renforcer les capacités nationales dans le domaine des statistiques pour assurer la collecte empirique de données, le suivi des résultats obtenus en matière de développement et le libre accès aux indicateurs de développement afin de prendre des décisions en connaissance de cause.

13. Comme convenu avec le Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement, le processus futur de programmation du PNUD tiendra compte des questions transversales d'égalité entre les sexes, de droits de l'homme et de durabilité du point de vue de l'environnement pour promouvoir la vision stratégique du Gouvernement, « le Koweït en 2035 ». Pour faire progresser l'égalité des sexes, le PNUD facilitera l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action visant à mettre en œuvre et à faire progresser la Déclaration du Koweït sur l'égalité des sexes.

II. Priorités du Programme et partenariats

14. Les enseignements tirés du programme de pays antérieur ont effectivement conduit à la mise au point d'un programme consolidé. Les résultats énumérés ci-dessous répondent directement aux questions et priorités de développement soulevées tout au long du processus de formulation du programme de pays. Ces résultats, dont le but est de traiter les problèmes des populations vulnérables et de rendre compte des réalisations correspondantes conformément aux plans stratégiques du PNUD et autres institutions des Nations Unies, sont les suivants :

a) Mise en place de politiques et de cadres réglementaires dans les domaines économique, social et environnemental propres à renforcer la résilience pour assurer une croissance et un développement inclusifs et durables;

b) Accélération du développement humain grâce à une plus grande autonomisation sur le plan social et à un capital humain très qualifié;

c) Efficacité, transparence, accessibilité, compétitivité et responsabilisation de la gouvernance et de la gestion des institutions;

d) Établissement de partenariats stratégiques multilatéraux aux niveaux mondial et régional, notamment par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire, afin de faire progresser le programme de développement pour l'après-2015.

Des politiques et des cadres réglementaires dans les domaines économique, social et environnemental sont mis en place pour renforcer la résilience en vue d'assurer une croissance et un développement inclusifs et durables

15. Cette composante a pour objectif de créer, dans le secteur privé, des opportunités justes et égales, en s'efforçant de raviver l'esprit d'entreprise qui fait partie intégrante de l'histoire du Koweït. Une évaluation des besoins sera effectuée pour recenser et impliquer tous ceux qui appartiennent aux groupes défavorisés – en particulier les femmes et les jeunes – afin de veiller à ce qu'ils aient des possibilités de participation active au changement économique et social. Les stratégies et mécanismes principaux qui permettront de réaliser ces transformations reposeront notamment sur le savoir-faire technique, les services consultatifs, l'amélioration de l'établissement de contacts, la législation et les règlements qui soutiennent la diversification de l'économie et la croissance du secteur privé, tous conformes aux cadres réglementaires et aux procédures du Koweït.

16. Les principaux éléments de la réussite de la mise en œuvre des activités d'appui du PNUD à la transformation économique, sociale et environnementale durable consisteront à élargir les partenariats et à donner la possibilité de participer aux activités de développement aux organisations de la société civile, aux institutions de recherche et aux particuliers. Le succès sera assuré grâce au partenariat avec les ministères compétents et le secteur privé pour élaborer des lois et des règlements économiques permettant de mieux redéfinir les entreprises privées nouvelles et celles déjà en place. L'accent sera mis plus particulièrement sur les compétences des jeunes animés de l'esprit d'entreprise, en créant des conditions favorables et en renforçant les capacités des institutions nationales, telles que le Ministère du commerce, en vue de diversifier une économie tenant compte des besoins des deux sexes par le biais de petites et moyennes entreprises. En partenariat avec la Banque mondiale et le centre régional de formation du Fonds monétaire international (FMI), le bureau de pays proposera et mettra en œuvre des stratégies propres à améliorer les échanges de connaissances fondés sur le partage des expériences ainsi que les règles relatives au démarrage et au maintien d'une petite ou moyenne entreprise prospère.

17. Afin que la transformation sociale soit positive et soutenue, le bureau de pays collaborera avec le Gouvernement koweïtien pour évaluer le régime d'allocations sociales et établir des politiques et mécanismes propres à assurer la fourniture efficace et équitable de services. L'accent sera mis également sur la promotion de modes de vie sains.

18. Grand centre urbain en pleine expansion, Koweït City et ses faubourgs se trouvent confrontés au problème de l'intégration efficace de politiques environnementales durables dans les plans d'urbanisation et d'industrialisation. En partenariat avec des institutions spécialisées telles qu'ONU-Habitat et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le bureau de pays fournira le savoir-faire technique et renforcera les capacités des institutions publiques concernées et de la municipalité de Koweït. Par sa participation, le bureau de pays veillera à ce que le Koweït respecte à l'échelon national les engagements qu'il a pris au titre des accords multilatéraux et à ce que, dans le secteur du logement et des infrastructures, ses projets de développement comportent des éléments solides afin d'atténuer l'impact des activités terrestres, de réduire au minimum l'utilisation de l'eau et de l'énergie et d'améliorer les systèmes de gestion des déchets. Le PNUD

facilitera le développement des capacités et les initiatives de partenariat entre les secteurs privé et public en vue d'utiliser et de gérer efficacement les ressources naturelles, notamment les sources d'énergie renouvelable et alternative.

Une plus grande autonomisation sur le plan social et un capital humain très qualifié accélèrent le développement humain

19. Cette composante a pour objectif d'étendre les capacités et les possibilités de l'homme. Une évaluation des besoins nationaux sera effectuée pour identifier et classer par ordre de priorité les groupes vulnérables auxquels un soutien sera apporté. Dans ce contexte, les principaux partenaires seront notamment les institutions publiques concernées et des partenaires des Nations Unies tels que ONU-Femmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation internationale du travail (OIT) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). L'appui aux activités de développement humain reposera sur le partenariat du PNUD avec la Banque mondiale et le FMI afin de renforcer les travaux de « développement de l'économie du savoir » actuellement en cours.

20. Les initiatives de développement humain amélioreront le renforcement des capacités et les cadres stratégiques des politiques de développement pour encourager l'acquisition de compétences pointues susceptibles de promouvoir les valeurs de l'humanité, la responsabilité sociale et personnelle et des compétences correspondant aux besoins du marché du travail. Il s'agira notamment de la publication de rapports nationaux sur le développement humain, de la promotion de l'économie fondée sur la connaissance et de la création d'un environnement favorable à une participation accrue de la jeunesse et de la société civile à la discussion et la formulation des politiques de développement humain.

21. Les citoyens du Koweït jouissent de moyens de protection importants ancrés dans la Constitution, notamment le droit des femmes à participer au processus électoral. Le Koweït a des réseaux sociaux et des médias attachés à un débat politique ouvert et passionné. Depuis 2006, les Indicateurs de la gouvernance dans le monde de la Banque mondiale ont classé le Koweït au rang le plus élevé parmi tous les pays du Golfe du point de vue participation et responsabilité. Les citoyens koweïtiens ont une très bonne éducation, sont techniquement très qualifiés et sensibilisés aux questions politiques; l'Assemblée nationale du pays est l'une des institutions nationales les plus vigoureuses et actives de la région. Ces atouts serviront à soutenir la réalisation des aspirations de développement concernant la structure démographique, la culture, et l'autonomisation des médias et des citoyens.

22. À l'appui de la mesure et de la réalisation du développement humain par des ressources humaines très qualifiées, et en partenariat avec les Ministères de l'information, de l'éducation, des affaires sociales et du travail, l'Office de la jeunesse et autres institutions, le PNUD jouera son rôle de facilitateur de partenariats, impartial et digne de confiance, et mobilisera ses ressources de communication pour plaider en faveur de l'amélioration des systèmes d'éducation et de l'augmentation des possibilités et des choix. Ces efforts porteront notamment sur l'établissement de relations de travail étroites avec l'administration de la fonction publique pour établir les normes relatives au développement des carrières ainsi que sur le renforcement des activités avec le Bureau central des statistiques du Koweït, l'autorité nationale en matière de statistique; ces activités seront menées dans le

domaine du renforcement des capacités de collecte de données empiriques et de la sensibilisation à la promotion d'une responsabilité sociale et d'un engagement civique accrus, de la mise en place de mécanismes participatifs de prise de décisions et d'appui aux compétences de dirigeant afin de diversifier la représentation aux niveaux moyen et supérieur de l'administration des secteurs public et privé.

23. En 2014, le bureau du PNUD au Koweït a facilité la publication de la Déclaration du Koweït sur l'égalité des sexes, en collaboration avec ses homologues nationaux et les organisations de la société civile. Cette déclaration énonce des mesures d'autonomisation concrètes des femmes. En collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies, le PNUD aidera le Koweït à traduire la déclaration en mesures concrètes et mettra en place un mécanisme approprié pour suivre les progrès accomplis au niveau de l'amélioration de l'émancipation sociale, économique et politique des femmes.

La gouvernance et la gestion des institutions sont efficaces, transparentes, accessibles, compétitives et responsables

24. Cette composante portera sur la transparence, la responsabilité et l'efficacité du système judiciaire et répondra aux attentes des citoyens en renforçant les capacités et en coordonnant les stratégies de réalisation du changement. Les principales stratégies utilisées pour atteindre ces objectifs se fonderont sur le développement des compétences de commandement, des capacités de suivi et d'évaluation, de la performance organisationnelle et des politiques et mécanismes de partage de l'information. L'accent sera mis sur des mécanismes susceptibles d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'appui aux processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions.

25. Le développement des capacités des homologues nationaux et leur participation à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la gestion axée sur les résultats restera prioritaire. Le PNUD aidera les institutions partenaires à établir les indicateurs de résultat essentiels et à les suivre et à mettre en place des systèmes de collecte de données relatives au développement normalisés, fiables et désagrégés, en tant que partie intégrante de ses interventions.

26. Par l'intermédiaire d'une équipe multidisciplinaire, spécialisée et intégrée – un appui de grande ampleur sera fourni pour établir des repères et des indicateurs et analyser les données afin d'évaluer les problèmes de développement et les traiter. Ces efforts donnent une idée des résultats du renforcement des capacités obtenus grâce au partenariat entre le Bureau central des statistiques et le PNUD et aux initiatives prises pour promouvoir des compétences nationales durables.

27. Le bureau de pays aidera à élaborer et à mettre en œuvre des moyens novateurs d'organisation et de transfert des informations au sein des ministères et entre eux, les organisations de la société civile et les citoyens par la promotion de la gouvernance en ligne. De plus, des questions juridiques et réglementaires seront examinées et des réformes éventuelles proposées afin de simplifier les processus législatifs et intégrer des mesures anticorruption.

28. Les principaux partenaires nationaux, en particulier le Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement, en qualité d'homologues officiels du PNUD (conformément au Décret Amiri 307, 2007), de même que les Ministères du commerce et de l'industrie, des Affaires sociales et du Travail et

d'autres, le cas échéant participeront au processus de développement. Des organisations de la société civile, des médias, des universités et des institutions de recherche, ainsi que des acteurs du secteur privé concernés y participeront également. La coopération du PNUD avec l'Assemblée nationale continuera à soutenir sa participation au dialogue civique avec les citoyens et les dirigeants du Koweït. Les compétences techniques des organisations pertinentes des Nations Unies seront sollicitées pour tirer profit du savoir-faire et des connaissances de leurs représentants, résidents et non-résidents, et soutenir le bureau de pays et les initiatives nationales.

Des partenariats stratégiques multilatéraux sont établis aux niveaux mondial et régional, notamment par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire, pour faire progresser le programme de développement pour l'après-2015

29. Cette composante a pour but d'appuyer l'objectif du Koweït de devenir un centre régional et financier, de même que le plan stratégique du PNUD en promouvant le développement humain durable dans la région des pays arabes. Le bureau de pays fera porter son attention sur les priorités et les débats importants du développement aux niveaux sous-régional et régional, notamment la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015, en facilitant les activités de coopération Sud-Sud et triangulaire du Koweït.

30. Le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes a été le premier à être créé (en 1961) par une économie émergente et, grâce à ce fonds, le Koweït dépasse l'objectif de 0,7 % du produit national brut de l'aide au développement des Nations Unies. L'importance de la présence régionale et internationale du Koweït a également été mise en lumière par le fait qu'il a accueilli plusieurs grandes conférences internationales sur le développement, notamment les sommets du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, des États d'Asie et des pays africains et arabes ainsi que des conférences des donateurs pour l'aide humanitaire à la Syrie, tenues en janvier 2013 et janvier 2014. De plus, le succès du Programme des administrateurs auxiliaires (le seul de ce type dans la région) met en évidence l'engagement du Koweït à servir d'intermédiaire auprès de la communauté internationale du développement.

31. En réponse aux recommandations faites dans l'évaluation du programme de pays pour la période 2009-2013 et aux demandes du Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement et du Ministère des affaires étrangères, le bureau de pays étudiera un accord-cadre de partenariat visant à mieux faire connaître le Koweït comme partenaire au développement sur le plan international et à soutenir « Kuwait Vision 2035 ».

32. Le bureau de pays utilisera ses réseaux régionaux et mondiaux en matière de recherche, de renforcement des capacités et ses ressources de sensibilisation pour faire du Koweït le promoteur suprême de la recherche et du savoir-faire au service du développement dans la région du Golfe. Ainsi, des questions telles que le respect des conventions internationales, les problèmes environnementaux transfrontaliers, la diversification des activités économiques et les systèmes politiques inclusifs auront un rang de priorité élevé.

33. Dans ce contexte, le Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement et le Ministère des affaires étrangères seront les principaux

homologues nationaux avec lesquels le PNUD collaborera en vue d'améliorer le rôle du Koweït dans la coopération Sud-Sud et triangulaire. À cet effet, le Koweït renforcera sa position et sa participation dans ces domaines aux niveaux régional et mondial, et il identifiera les domaines de compétences qu'il peut partager avec d'autres économies émergentes dans le cadre de cette coopération. Le PNUD encouragera le renforcement des institutions et le développement des capacités afin de mieux officialiser et coordonner le rôle du Koweït dans la coopération Sud-Sud et triangulaire, aux niveaux régional et mondial.

III. Programme et gestion des risques

34. Le programme de pays sera exécuté au niveau national. Le Koweït, en tant que pays contributeur net, fournira des ressources de l'État pour toutes les activités de programmation du PNUD.

35. Les risques les plus importants pour les opérations du PNUD au Koweït sont imputables aux changements fréquents dans les institutions publiques. Depuis 2012, le Koweït a tenu trois élections parlementaires et nommé quatre nouveaux Conseils des Ministres. Afin de réduire au minimum les perturbations et les retards dans la mise en œuvre du programme, le bureau de pays concentrera ses efforts sur le renforcement des capacités institutionnelles et veillera à ce que les institutions connaissent les procédures de planification du développement. Le bureau de pays effectuera un examen à mi-parcours du programme afin d'harmoniser les interventions du PNUD avec les nouvelles priorités en matière de développement qui pourraient résulter des élections et de changements politiques imprévus.

36. Pour garantir la qualité des programmes et des projets et accroître sa capacité à faire face à la réorganisation éventuelle des méthodes nationales en matière de politiques et de développement, il conviendra d'améliorer l'efficacité et l'efficience du bureau de pays. Le Bureau du PNUD au Koweït a prouvé son efficacité au niveau de la mise en œuvre du programme avec une moyenne annuelle de 80 %, soit 8 à 10 millions de dollars. Pour faire face à l'augmentation prévue de l'ampleur du programme, il lui faudra procéder à une restructuration interne pour se doter de compétences techniques stables, notamment celles d'un administrateur des opérations internationales, renforcer ses capacités afin d'optimiser la continuité de ses activités et assurer l'exécution du présent programme de pays. Un processus polyvalent de suivi et d'évaluation et d'atténuation des risques pour la mise en œuvre du programme et le repérage des risques sera appliqué afin d'assurer un impact optimum, la pérennité des efforts et l'atténuation des risques et des problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent. Le bureau de pays renforcera sa capacité de communication afin de promouvoir les contributions du PNUD aux changements du développement national et renforcer les partenariats avec ses homologues nationaux.

37. Le présent descriptif de programme expose les contributions du PNUD aux résultats du pays et sert de moyen principal pour rendre compte au Conseil d'administration de l'adéquation des résultats aux ressources attribuées au programme de pays. Les obligations redditionnelles des administrateurs au niveau national, régional et du siège concernant les programmes de pays sont décrits dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD et dans le cadre des contrôles internes.

IV. Suivi et évaluation

38. En produisant des rapports statistiques réguliers, le Bureau central des statistiques est le fournisseur officiel de données au Koweït. Par le biais de son partenariat stratégique permanent avec le Bureau des statistiques, le bureau de pays garantira l'utilisation systématique des données nationales existantes vérifiées pour le processus de suivi et celle d'une approche fondée sur des preuves dans les processus de planification et de mise en œuvre de son programme avec les partenaires nationaux d'exécution. Le partenariat PNUD-Bureau central des statistiques se concentrera sur le renforcement des capacités du Bureau pour conduire des recherches et des analyses désagrégées et garantir la qualité des données, en tenant compte des différents groupes ciblés et en encourageant l'innovation dans la recherche. Le PNUD établira des liens de coopération entre le Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement, d'autres institutions publiques, le secteur privé, la société civile, les institutions universitaires et de recherche afin de faire progresser une nouvelle idée du développement et garantir la précision des mesures des résultats.

39. En réponse à l'appel lancé lors de l'évaluation du programme de pays en faveur d'un programme dynamique et d'un suivi et d'une évaluation plus stricts, le bureau de pays ramènera le principe des projets à des programmes plus stratégiques, en diminuant le nombre de projets fragmentés et en favorisant une approche axée sur des interventions stratégiques intégrant la gestion fondée sur les résultats avec des mesures bien définies de suivi et d'évaluation et d'atténuation des risques. De plus, sur la base des recommandations de l'évaluation, un plan de suivi et d'évaluation intégré et détaillé sera formulé chaque année afin de quantifier les résultats du développement et assurer la collecte fréquente de données et de preuves solides et de bonne qualité à l'appui de l'analyse. Le plan d'évaluation permettra d'apprécier les principaux résultats tout au long du cycle du programme. Dans le droit fil de ses directives sur le suivi et l'évaluation, le PNUD entreprendra un examen à mi-parcours du programme de pays afin de mesurer sa performance générale, sa pertinence et sa réponse aux priorités nationales.

40. Dans le cadre de sa réorganisation interne, le bureau de pays renforcera ses capacités de suivi et d'évaluation par le recrutement d'un spécialiste de ces questions ainsi que ses capacités de gestion axée sur les résultats, le suivi et l'évaluation afin d'institutionnaliser une culture de la gestion axée sur les résultats. Le bureau de pays et le Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement mettront en place une équipe conjointe afin de garantir la précision des mesures des résultats effectuées sous la direction du Gouvernement, de même que l'appropriation par le pays des objectifs et indicateurs au niveau des résultats. Parallèlement à ces efforts, le PNUD fera établir des évaluations indépendantes en coordination avec tous les partenaires et bénéficiaires des projets. Des examens à mi-parcours et des évaluations finales de tous les projets seront effectués pour évaluer leur efficacité et leurs résultats par rapport à des indicateurs clairement définis en fournissant une analyse fondée sur des preuves aux fins de la planification et de la mise en œuvre futures.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour le Koweït (2015-2018)

Priorité ou objectif national : Amélioration des services sociaux et de la viabilité de l'économie

Résultat 1 visé par le bureau du PNUD au Koweït. Les cadres politiques et réglementaires sont en place dans les domaines économique, social et environnemental afin de renforcer la résilience pour une croissance et un développement inclusifs et durables.

Plan stratégique connexe du PNUD, 2014-2017, résultats :

Résultat 1. La croissance et le développement sont inclusifs et durables, intègrent les capacités productives créatrices d'emplois et de moyens d'existence pour les pauvres et les exclus.

Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït	Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités	Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)	Principaux partenaires/ partenariats/cadres	Ressources indicatives par résultat
Indicateurs de résultat du Koweït 1. Amélioration de l'indice de classement de la facilité d'avoir des activités <i>Référence :</i> 104 (Banque mondiale 2013) <i>Objectif :</i> 103 2. Nouvelles licences commerciales approuvées pour de petites et moyennes entreprises ventilées par sexe, âge et gouvernorats. <i>Référence :</i> Aucune <i>Objectif :</i> 300 3. Augmentation en pourcentage des dépenses publiques pour la promotion de la santé, l'enseignement supérieur et les services sociaux et couverture du régime de protection sociale, ventilées par sexe, âge et gouvernorats. <i>Référence :</i> Santé 6,60 % en 2011/2010, Éducation 10,07 % en 2011/2010, sécurité sociale et avantages sociaux 15,28 % en 2011/2010 <i>Objectif :</i> À déterminer par les entités publiques concernées 4. Nombre de bénéficiaires, ventilés par sexes, âge et gouvernorats, qui bénéficient des systèmes de gestion de l'eau améliorés.	Les données seront recueillies annuellement par le PNUD en coopération avec le Secrétariat général du Conseil suprême de planification et de développement (GSSCPD) et le Bureau central des statistiques. Rapports de suivi du GSSCPD Autres sources officielles locales : Office public de l'environnement, Ministère du commerce et de l'industrie Société financière internationale/Banque mondiale http://www.doingbusiness.org/rankings , collecte annuelle Organisation mondiale de la Santé (OMS) http://apps.who.int/bmi/indes.jsp , collecte annuelle	Résultat 1.1 du Koweït. Les homologues nationaux sont en mesure de formuler, appliquer et mettre en œuvre des systèmes de politique économique et de connaissance à l'appui de l'innovation, de la diversification et de la croissance dans le secteur privé. <i>Indicateur 1.1.1.</i> Adoption et application des lois et systèmes permettant d'améliorer et de faire avancer les processus de création de petites et moyennes entreprises (PME). <i>Référence :</i> Loi sur le financement des PME (publication d'une loi) <i>Objectif :</i> Publication d'une loi ou d'une ordonnance ministérielle améliorant ou favorisant les PME Résultat 1.2 du Koweït. Des politiques et des mesures propres à améliorer l'efficacité et la qualité du système de protection sociale sont approuvées et mises en œuvre. <i>Indicateur 1.2.1.</i> Révision d'un certain nombre de politiques de protection sociale par les autorités nationales (désagrégées par secteur ministériel selon le cas). <i>Référence :</i> Aucune révision des politiques de protection sociale n'a été entreprise en vue de les réformer <i>Objectif :</i> Révision de 10 % des politiques	ONU-Habitat, PNUE, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international pour le développement agricole (FIDA), Banque mondiale, Fonds monétaire international, État du Koweït, organisations de la société civile, secteur privé, instituts de recherche, GSSCPD, Bureau central des statistiques, OMS, Institut du Koweït pour la recherche scientifique, universités, Office public pour l'environnement du Koweït, Ministère des affaires sociales,	Partage des coûts 20 millions de dollars Autres À déterminer

<i>Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités</i>	<i>Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)</i>	<i>Principaux partenaires/ partenariats/cadres</i>	<i>Ressources indicatives par résultat</i>
<i>Référence</i> : Consommation nette d'eau saumâtre en 2011 : 19 265 millions de gallons; consommation nette d'eau potable en 2011 : 128 026 millions de gallons <i>Objectif</i> : Consommation nette d'eau saumâtre 16 000 millions de gallons; consommation nette d'eau potable 125 000 millions de gallons (d'ici 2018)	Division de statistique des Nations Unies http://mdgs.un.org/unsd/mdg/data.aspx, données recueillies annuellement Banque mondiale http://databank.worldbank.org	<i>Indicateur 1.2.2.</i> Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale sur la circulation. <i>Référence</i> : Élaboration d'un projet de stratégie <i>Objectif</i> : Approbation de la stratégie par l'Assemblée nationale et mise en œuvre du plan d'action d'ici 2017 Résultat 1.3 du Koweït. Une stratégie nationale complète pour l'environnement, mettant l'accent sur le logement et autres problèmes urbains est élaborée et mise en œuvre. <i>Indicateur 1.3.1.</i> Approbation de la stratégie nationale sur l'environnement et élaboration et mise en œuvre d'un certain nombre de stratégies et plans d'action sectoriels conformes aux accords multilatéraux. <i>Référence</i> : Pas de stratégies nationales ou sectorielles sur l'environnement <i>Objectifs</i> : Publication d'une loi fondée sur une stratégie complète en 2018; élaboration et mise en œuvre de quatre stratégies sur la biodiversité, les changements climatiques, la gestion intégrée des ressources en eau et la désertification	Ministère du commerce, Institut Desman pour le diabète (tous sur la base de mémorandums d'accord)	

Priorité ou objectif national : Progression du développement humain

Résultat 2 visé par le bureau du PNUD au Koweït. Accélération du développement humain grâce à l'emploi de ressources humaines très qualifiées et à l'amélioration de l'autonomisation sociale.

Plan stratégique connexe du PNUD, 2014-2017, indicateurs de résultats :

Résultat 4. Des progrès plus rapides sont enregistrés dans la réduction des inégalités entre les sexes et la promotion de l'émancipation des femmes.

<i>Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités</i>	<i>Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)</i>	<i>Principaux partenaires/ partenariats/cadres</i>	<i>Ressources indicatives par résultat</i>
Indicateurs de résultats du Koweït 1. Inscription des femmes dans l'enseignement supérieur et participation dans les ressources humaines nationales.	Entités nationales pertinentes (Commission de la fonction publique, institutions publiques)	Résultat 2.1. du Koweït. Les capacités des institutions pour la production de cadres nationaux de politiques sur le développement humain et la réalisation d'évaluations complètes	ONU-Femmes, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme,	Partage des coûts 15 millions de dollar

Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït	Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités	Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)	Principaux partenaires/ partenariats/cadres	Ressources indicatives par résultat
<i>Référence</i> : 75 % des femmes sont inscrites dans l'enseignement supérieur, en particulier dans les disciplines non scientifiques <i>Objectif</i> : 10 % de plus dans les disciplines techniques et scientifiques 2. Amélioration de la valeur de l'indice de développement humain désagrégé par âge et gouvernorats. <i>Référence</i> : 0,790 (2012) <i>Objectif</i> : Augmentation de 1 % (d'ici 2018) 3. Amélioration de la valeur de l'Indice des inégalités entre les sexes désagrégé par âge et gouvernorats. <i>Référence</i> : L'Indice global de l'écart entre les sexes est de 0,632 <i>Objectif</i> : 0,532 (d'ici 2018) 4. Amélioration de la valeur de l'Indice économique des connaissances (KEI). <i>Référence</i> : Valeur du KEI = 5,33, classement = 64/144 (2012) <i>Objectif</i> : Classement = 63/144 (d'ici 2018)	compétentes, GSSCPD, Bureau central des statistiques, Ministère des affaires sociales, Ministère de l'éducation), État du Koweït; collecte annuelle PNUD/Bureau d'information sur le développement humain Office http://hdr.undp.org; collecte annuelle	des besoins des groupes vulnérables sont renforcées. <i>Indicateur 2.1.1.</i> Préparation, adoption et diffusion à l'échelon national d'un certain nombre de rapports sur le développement humain. <i>Référence</i> : publication du rapport le plus récent en 1999 <i>Objectif</i> : publication d'un rapport [d'ici 2018] <i>Indicateur 2.1.2.</i> Importance de la participation des organisations de la société civile (OSC) à la formulation des politiques relatives au développement humain et/ou aux droits de l'homme (désagrégées en fonction du mandat et de la composition de ces organisations). <i>Référence</i> : Aucune <i>Objectif</i> : Participation d'un certain nombre d'OSC d'ici 2018 Résultat 2.2. du Koweït. Une stratégie et un plan d'action pour la promotion de l'égalité des sexes sont élaborés et mis en œuvre. <i>Indicateur 2.2.1.</i> Élaboration de la stratégie et du plan d'action et d'indicateurs tenant compte des besoins des deux sexes. <i>Référence</i> : Aucune <i>Objectif</i> : Élaboration et application des indicateurs sur l'autonomisation et l'intégration des femmes Résultat 2.3. du Koweït. Des plans stratégiques pour le renforcement des ressources humaines, en particulier le renforcement des capacités et des possibilités de carrière, plus spécialement pour les femmes et les jeunes, sont mis au point. <i>Indicateur 2.3.1.</i> Révision des plans de l'administration de la fonction publique en vue d'y intégrer des mesures de planification des possibilités d'avancement et de succession. <i>Référence</i> : Loi 15/1979 relative à la fonction publique	UNICEF, OIT, UNESCO, PNUD/Bureau du Rapport sur le développement humain, État du Koweït, organisations de la société civile, secteur privé, instituts de recherche	Autres À déterminer

Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït	Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités	Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)	Principaux partenaires/ partenariats/cadres	Ressources indicatives par résultat
		Objectif : Révision et revalorisation des critères de sélection et de succession des fonctionnaires Indicateur 2.3.2. Nombre de femmes et de jeunes occupant des postes de direction de niveau moyen et supérieur (en % du taux d'activité désagrégé par âge, sexe, secteur et niveau d'emploi). Référence : Législateurs, cadres supérieurs et directeurs : 7,61 % (2011) Objectif : Législateurs, cadres supérieurs et directeurs 10 % [d'ici 2018]		

Priorité ou objectif national : Parvenir à l'excellence institutionnelle

Résultat 3 visé par le bureau du PNUD au Koweït. Efficacité, transparence, accessibilité et responsabilité de la gouvernance et de la gestion des institutions.

Plan stratégique connexe du PNUD, 2014-2017, indicateurs de résultats :

Résultat 2. Le renforcement des systèmes de gouvernance démocratique permet de répondre aux attentes des citoyens pour ce qui est de faire entendre leurs points de vue et en matière de développement, de primauté du droit et de responsabilisation

Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït	Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités	Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)	Principaux partenaires/ partenariats/cadres	Ressources indicatives par résultat
Indicateurs de résultats du Koweït 1. Augmentation de la valeur des indicateurs concernant les possibilités de faire entendre son point de vue et la responsabilité. <i>Référence :</i> Classement 28,91 % (2012) <i>Objectif :</i> Augmentation de 5 % (d'ici 2018) 2. Augmentation de la valeur globale des indicateurs concernant la lutte contre la corruption. <i>Référence :</i> Classement 53,11 % (2012) <i>Objectif :</i> Augmentation de 10 % (d'ici 2018) 3. Augmentation de la valeur de l'indicateur globale d'efficacité des pouvoirs publics. <i>Référence :</i> Classement 51,2 % (2012) <i>Objectif :</i> Augmentation de 10 % (d'ici 2018)	Données à recueillir annuellement par le PNUD en coopération avec le Conseil suprême de planification et de développement (GSSCPD), le Bureau central des statistiques, l'Assemblée nationale. Indicateurs de la gouvernance mondiale, Banque mondiale http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home; collecte annuelle.	Résultat 3.1. du Koweït. Des systèmes propres à garantir la responsabilisation et la transparence des institutions sont mis en place et les capacités nationales pour assurer la qualité de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des politiques, de la législation et des plans de développement sont renforcées. <i>Indicateur 3.1.1.</i> Proportion des ministères présentant régulièrement des rapports (imprimés ou en ligne) sur les progrès relatifs aux principaux indicateurs de résultats établis (désagrégés par secteur). <i>Référence :</i> Aucune <i>Objectif :</i> Production des indicateurs de résultats pour les 5 ministères principaux <i>Indicateur 3.1.2.</i> Nombre de déclarations ministérielles sur la politique générale et de	Banque mondiale, Fonds monétaire international, ONU-Femmes, Groupe des Nations Unies sur la société de l'information/Groupe de l'informatique, État du Koweït, GSSCPD, Bureau central des statistiques, Assemblée nationale, organisations de la société civile, secteur privé, instituts de recherche	Partage des coûts 15 millions de dollars Autres À déterminer

Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït	Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités	Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)	Principaux partenaires/ partenariats/cadres	Ressources indicatives par résultat
4. Augmentation de la valeur globale de l'indicateur relatif à la primauté du droit. <i>Référence</i> : Classement 63,03 % (2012) <i>Objectif</i> : Augmentation de 10 % (d'ici 2018)		mesures prises et appliquées pour lutter contre la corruption (désagrégées par secteur). <i>Référence</i> : Loi 24/2012 sur la lutte contre la corruption à l'échelle nationale <i>Objectif</i> : Élaboration et mise en œuvre d'une politique exécutive de lutte contre la corruption		
5. Pourcentage de la mise en œuvre du Plan de développement national <i>Référence</i> : Nouveau Plan de développement national (2015-2018) <i>Objectif</i> : Mise en œuvre de 80-100 % des parties du plan avec l'appui du PNUD		Résultat 3.2. du Koweït. Les capacités du Bureau central des statistiques en matière de collecte, d'analyse, de communication de données désagrégées et de prise de décisions en connaissance de cause sont renforcées. <i>Indicateur 3.2.1.</i> Mise en œuvre d'un certain nombre de plans de renforcement des capacités institutionnelles du Bureau central des statistiques et autres institutions publiques en matière de capacité statistique avancée, de suivi et d'évaluation des indicateurs types de résultats et d'indicateurs du programme de développement pour l'après-2015 (désagrégés par âge, sexe et niveau d'emploi). <i>Référence</i> : 0 <i>Objectif</i> : À déterminer		

Priorité ou objectif national : Devenir un centre régional financier et commercial

Résultat 4 visé par le bureau du PNUD au Koweït. Des partenariats stratégiques multilatéraux sont établis aux niveaux mondial et régional, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, en vue de faire progresser le programme de développement pour l'après-2015.

Plan stratégique connexe du PNUD, 2014-2017, indicateur de résultats :

Résultat 7. Les débats et les mesures de développement, à tous les niveaux, donnent la priorité au développement durable de l'économie et des ressources humaines, à la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion, conformément aux principes fondateurs du PNUD.

Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït	Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités	Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)	Principaux partenaires/ partenariats/cadres	Ressources indicatives par résultat
Indicateurs de résultat du Koweït 1. Établissement d'un certain nombre d'accords stratégiques de partenariat aux niveaux mondial et régional dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour	Données à recueillir annuellement par le PNUD en coopération avec le Conseil suprême de planification et de	Résultat 4.1 du Koweït. Le rôle et la contribution du pays dans les principaux domaines des programmes de développement aux niveaux mondial et régional sont définis.	Banque mondiale, Fonds monétaire international, Ministère des affaires étrangères,	Partage des coûts 1 million de dollars

<i>Indicateurs, références et objectifs du bureau du PNUD au Koweït</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte de données et responsabilités</i>	<i>Résultats indicatifs du programme de pays (y compris indicateurs, références et objectifs)</i>	<i>Principaux partenaires/ partenariats/cadres</i>	<i>Ressources indicatives par résultat</i>
faire progresser le programme de développement pour l'après-2015. <i>Référence</i> : 0 <i>Objectif</i> : Conclusion d'un accord de partenariat 2. Un certain nombre d'initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire régionales et mondiales sont dirigées par le Koweït s'appuyant sur des connaissances et des compétences techniques, stratégiques et économiques. <i>Référence</i> : Deux (2013) <i>Objectif</i> : Deux de plus (d'ici 2018)	développement (GSSCPD) et le Bureau central des statistiques.	<i>Indicateur 4.1.1.</i> Établissement d'un certain nombre d'accords de partenariats stratégiques dans des domaines d'intérêt commun, avec une définition claire des responsabilités des partenaires. <i>Référence</i> : 0 (2013) <i>Objectif</i> : Un accord de partenariat <i>Indicateur 4.1.2.</i> Nombre d'administrateurs auxiliaires placés chaque année et revenant travailler au Koweït (désagrégué par sexe, secteur et niveau d'emploi). <i>Référence</i> : 10 administrateurs auxiliaires affectés (2013) <i>Objectif</i> : 40 administrateurs auxiliaires affectés (d'ici 2017)	organisations de la société civile, secteur privé, instituts de recherche	Autres À déterminer